

Pour un «véritable» plan national

Boudiaf tire la sonnette d'alarme sur l'obésité

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4031 - Dimanche 27 novembre 2016 - Prix : 10 DA

Coupe d'Algérie (32^{es} de finale)



Pas de grandes surprises

Page 23

Lutte contre le VIH en Algérie

Sida : une maladie tabou à briser

Page 4

La disparition du dernier mythe vivant

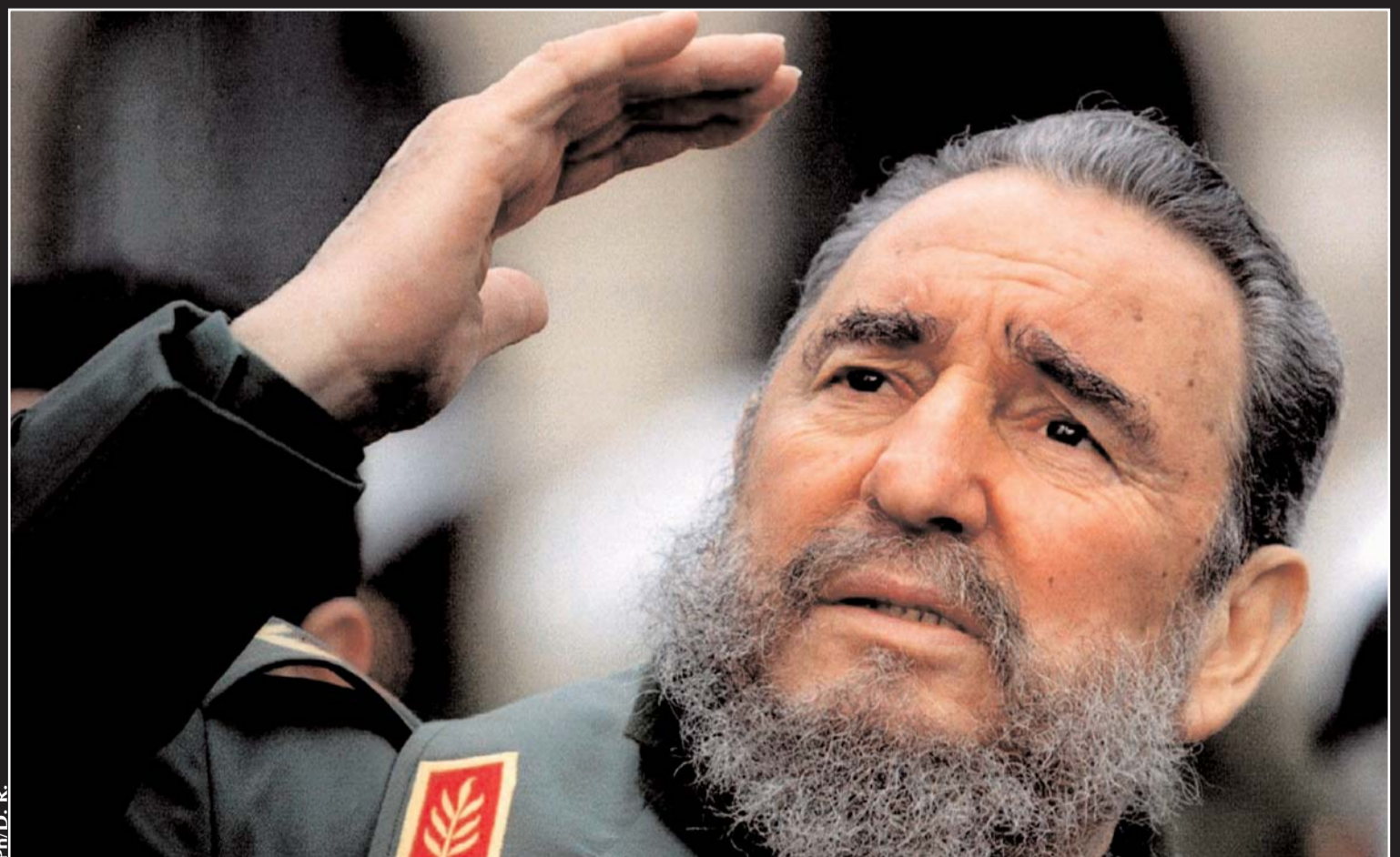
Par Mohamed Habili

Jusqu'à ce vendredi mémorable du 25 novembre 2016, Fidel Castro était bien le dernier mythe encore vivant, selon la formule peut-être grandiloquente, mais en tout cas sincère et positive dans la bouche de son auteur, l'ex-président brésilien Lula Da Silva. Dire de quelqu'un qu'il est un mythe peut s'entendre de deux façons. Soit on veut de la sorte dire que la personne ainsi qualifiée a joué de son vivant dans l'histoire de son pays, et partant celle du monde, un rôle important, dont en conséquence les traces ne sont pas près de se dissiper. Soit on veut donner par là à penser que sa réputation a été non seulement surfaite mais qu'elle est pure invention, de sorte que la vérité de l'homme est à rebours de sa réputation. Mais qui oserait dire parmi ses détracteurs que Fidel Castro n'a pas marqué non seulement Cuba et l'Amérique, du sud comme du nord, quoique de façon différente, mais les 50 dernières années de l'histoire du monde ? On peut être un antisocialiste farouche, et abhorré comme de juste le dernier des grands marxistes-léninistes, mais quoi qu'on fasse, on ne peut faire tomber de son piédestal le dirigeant libre d'une île qui bien que située géographiquement au large des Etats-Unis a jalousement défendu son indépendance par rapport à eux, jusqu'à finir par gagner leur respect.

Suite en page 3

Il était l'un des grands amis de l'Algérie

Fidel Castro n'est plus



Fidel et l'Algérie, c'est une vieille histoire d'amitié. C'est cette dernière qui a poussé Fidel Castro à rendre une nouvelle fois hommage à l'Algérie en portant le survêtement de l'équipe nationale pour célébrer son 90^e anniversaire. Ce lien indéfectible trouve sa racine dans des événements historiques majeurs remontant à plus de cinquante ans.

Page 2

«Booster l'investissement créateur de richesses»

Rencontre du wali avec des investisseurs à Béjaïa

Page 4

Festival national du théâtre professionnel
La pièce «Carte postale»
ovationnée par le public du Tna

Page 13

Il était l'un des grands amis de l'Algérie

Fidel Castro n'est plus

■ Fidel et l'Algérie, c'est une vieille histoire d'amitié. C'est cette dernière qui a poussé Fidel Castro à rendre une nouvelle fois hommage à l'Algérie en portant le survêtement de l'équipe nationale pour célébrer son 90^e anniversaire. Ce lien indéfectible trouve sa racine dans des événements historiques majeurs remontant à plus de cinquante ans.

Par Meriem Benchaouia

Le père de la révolution cubaine et grand ami de l'Algérie, Fidel Castro, est décédé vendredi soir à La Havane à l'âge de 90 ans, a annoncé son frère Raul, qui lui a succédé au pouvoir en 2006. Fidel et l'Algérie, c'est une vieille histoire d'amitié. C'est cette dernière qui a poussé Fidel Castro à rendre une nouvelle fois hommage à l'Algérie en portant le survêtement de l'équipe nationale pour célébrer son 90^e anniversaire. Ce lien indéfectible trouve sa racine dans des événements historiques majeurs remontant à plus de cinquante ans. Évoquer les relations algéro-cubaines, sans faire référence à Ernesto Guevara plus connu sous le nom de «Che Guevara», celui qui continue d'incarner le combat des peuples opprimés pour la liberté, la justice sociale, reviendrait à tronquer l'Histoire. Pour preuve, au cœur d'Alger une grande artère a été baptisée du nom du «Che» six mois après son assassinat.

«Le commandant en chef de la Révolution cubaine est décédé ce soir», a annoncé Raul Castro en lisant une déclaration sur l'antenne de la Télévision nationale. La dépouille de Fidel Castro «sera incinérée» samedi, a précisé Raul Castro. «L'organisation de l'hommage funèbre qui lui sera donné sera précisée ultérieurement», a-t-il ajouté dans cette brève allocution conclue par un tonitruant : «Jusqu'à la victoire, toujours !» («Hasta la victoria, siempre»), l'antienne bien connue du Comandante. Le «Lider Maximo», qui a tenu son île d'une main de fer depuis la révolution de 1959 et défié la superpuissance américaine pendant plus d'un demi-siècle, avait cédé le pouvoir à son frère Raul à partir de 2006 après une hémorragie intestinale. Il avait abandonné, en avril 2011, ses dernières responsabilités officielles, en cédant son poste de premier secrétaire du Parti communiste de Cuba (PCC) à Raul, numéro deux du parti depuis sa fondation en 1965. L'ex-président cubain avait totalement disparu des écrans cubains entre février 2014 et avril 2015, ce qui avait alimenté de nombreuses rumeurs sur son état de santé. Mais depuis un an et demi, même si ses déplacements restaient limités, il avait recommencé à publier des «réflexions» et s'était remis à recevoir chez lui personnalités et dignitaires étrangers. Son décès, qui survient à peine deux ans après l'annonce historique du rapprochement entre Cuba et les États-Unis, vient définitivement tourner la page de la guerre froide, qui a mené le monde au bord du



conflit nucléaire lors de la crise des missiles d'octobre 1962.

Fidel Castro, parcours d'un leader historique

Le père de la révolution cubaine, Fidel Alejandro Castro Ruz, est officiellement né le 13 août 1926 dans le village de Biran, près de Mayari, dans l'est de Cuba, mais certains biographes considèrent qu'il est né un an plus tôt. Il a grandi dans la famille d'un immigré espagnol, qui avait fait fortune dans la culture de la canne à sucre. Diplômé de la faculté de droit de l'université de La Havane en 1950, il commence une carrière d'avocat et d'opposant politique en prenant part aux mouvements visant à renverser la dictature de Fulgencio Batista. En 1953, après l'attaque de La Moncada, il est condamné à 30 ans de prison mais est libéré deux ans plus tard, bénéficiant d'une amnistie. Il part alors au Mexique, d'où il prépare la conquête de l'île avec d'autres exilés cubains. En décembre 1956, Fidel Castro et ses 81 compagnons d'armes regagnent l'île à bord du «Granma»... mais le débarquement tourne à la catastrophe. Seules 12 personnes, dont Fidel Castro, son frère Raul et Ernesto «Che» Guevara, parviennent à se réfugier dans les collines de la Sierra Maestra et à prendre le contrôle d'une partie de la province d'Oriente. Ils repassent à l'offensive en 1958, de sorte que le 1^{er} janvier de l'année suivante, Fulgencio Batista est contraint de quitter Cuba. Le 8 janvier 1959, entouré de ses «barbudos» – son frère Raul, «Che» Guevara, le charismatique Camilo Cienfuegos –, Fidel Castro fait une entrée triomphale à La Havane. Il devient alors le chef des forces armées, puis le Premier ministre du pays. Les premières années de pouvoir de

Castro sont marquées par de nombreuses réformes au profit de son peuple. Il instaure un système de santé décent pour tous, et combat l'analphabétisme. En 1961, il proclame le «caractère socialiste» de la Révolution lors de la tentative d'invasion d'exilés cubains, soutenus par les renseignements américains (CIA), de la baie des Cochons. Rapidement, les tensions entre Cuba et les États-Unis s'intensifient. En 1962, le président américain John F. Kennedy annonce un blocus naval de Cuba et rompt toutes relations diplomatiques avec La Havane. Au cours de sa vie, il a défié 11 présidents américains et survécu à maints complots d'assassinat – un record de 638 selon le livre Guinness des records –.

Neuf jours de deuil national à Cuba

Les autorités cubaines ont décrété hier neuf jours de deuil national, quelques heures après le décès du père de la révolution cubaine, Fidel Castro. Le conseil d'État a décrété dans un bref communiqué «neuf jours de deuil national», de samedi au dimanche 4 décembre. Seront notamment interrompus «toutes les activités et spectacles publics», précise l'organe suprême de l'exécutif cubain. Toute la semaine sera marquée par des hommages divers et notamment une procession avec les cendres du «Lider Maximo» à travers le pays pendant quatre jours. Les funérailles de Fidel Castro auront lieu le 4 décembre à Santiago de Cuba dans le sud de l'île, ont annoncé les autorités.

La communauté internationale rend hommage à «El comandante»

Les hommes politiques de différents pays ont réagi à l'annon-

ce de la mort de Fidel Castro. Certains rendent hommage à une figure historique du XX^e siècle, d'autres n'oublient pas les «désillusions» qu'il a suscitées

Poutine évoque un «symbole d'une époque»

Le président russe, Vladimir Poutine, a rendu hommage aujourd'hui à Fidel Castro, qualifiant le dirigeant cubain de «symbole d'une époque», a indiqué le Kremlin dans un communiqué. «Cet homme d'Etat émérite est à juste titre considéré comme le symbole d'une époque de l'Histoire moderne du monde», a déclaré Vladimir Poutine dans un message adressé au président cubain Raul Castro, ajoutant que Fidel Castro «était un ami sincère et fiable de la Russie».

Gorbatchev rend hommage à l'homme qui a «fortifié» Cuba

L'ex-dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev a rendu hommage au père de la révolution cubaine Fidel Castro, estimant qu'il avait pu «fortifier» son pays et résister au blocus américain. «Fidel a résisté et a fortifié son pays au cours du blocus américain le plus dur, quand il y avait une pression monumentale sur lui et il a pu (...) mener son pays sur la voie du développement indépendant», a affirmé le dernier dirigeant de l'URSS, cité par l'agence Interfax.

Hollande décrit Castro comme une «figure du XX^e siècle»

François Hollande a rendu hommage à Fidel Castro dans un communiqué ce matin. En déplacement à Madagascar, il a décrit le leader cubain comme étant «une figure du XX^e siècle».

«Il avait incarné la révolution cubaine, dans les espoirs qu'elle avait suscités puis dans les désillusions qu'elle avait provoquées. Acteur de la guerre froide, il correspondait à une époque qui s'était achevée avec l'effondrement de l'Union Soviétique. Il avait su représenter pour les Cubains la fierté du rejet de la domination extérieure».

Maduro appelle à «poursuivre l'héritage» de Castro

Le président socialiste du Venezuela, Nicolas Maduro, a appelé hier à «poursuivre l'héritage» du père de la révolution cubaine Fidel Castro, mort la veille à 90 ans, rappelant la relation étroite unissant les deux pays. «Tous les révolutionnaires du monde, nous devons poursuivre son héritage et sa bannière d'indépendance, de socialisme, de patrie humaine», a écrit sur Twitter le chef de l'Etat, qui a ajouté avoir déjà appelé le frère de Fidel, Raul, «pour transmettre la solidarité et l'amour (du Venezuela) au peuple de Cuba».

Mariano Rajoy

Il avait «une stature historique», a réagi sur Twitter le chef conservateur du gouvernement espagnol, en soulignant dans un communiqué son impact pour Cuba et sa «grande influence» pour la région.

Médias officiels chinois et vietnamiens

«La Chine et Cuba sont de bons amis, de bons camarades» (chaîne de télévision nationale chinoise CCTV) ; Fidel Castro a été «un grand dirigeant» qui fut «le brillant miroir des mouvements d'indépendance et révolutionnaires des nations d'Amérique latine et du monde» (agence de presse officielle vietnamienne).

Médias américains

«Il a tourmenté» 11 présidents américains et «amené le monde au bord de la guerre nucléaire» (New York Times), a été une «icône révolutionnaire» (Los Angeles Times) et aussi un «leader répressif» (Washington Post).

A Miami

La communauté cubaine est descendue dans la rue en liesse pour se réjouir de la mort de Fidel Castro, aux cris de «Cuba libre !», «Liberté, liberté !», accompagnés de champagne, selfies et chants sur fond de concerts de tambours et de casseroles.

M. B./Agences

Pour un «véritable» plan national

Boudiaf tire la sonnette d'alarme sur l'obésité

■ Les Algériens sont de plus en plus obèses. Cette tendance est à la hausse dans une société encline à la sédentarité et à une consommation abusive des produits fast-food. Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, tire la sonnette d'alarme sur ce phénomène et plaide pour un véritable plan national global et multisectoriel pour lutter contre ce problème.

Par Louiza Ait Ramdane

L'obésité gagne du terrain en Algérie. Presque la moitié de la population est en surpoids ou obèse. Le problème est sérieux. Les mauvaises habitudes alimentaires et les modes de vie préjudiciables à la santé, tels que la sédentarité, constitue ntl cause essentielle de l'émergence et de l'augmentation croissante des maladies chroniques. Lors d'une rencontre nationale sur l'obésité, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a souligné que ces maladies constituent l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les systèmes de santé. Le ministre insiste sur le fait que cette lutte doit impliquer «tous les acteurs concernés et non pas uniquement les acteurs institutionnels, car, explique-t-il, si l'Etat peut règlementer en matière de produits alimentaires, il ne peut pas règlementer le comportement alimentaire qui est, lui, tributaire des informations reçues, de l'éducation dispensée et de la disponibilité de produits sains, de bonne qualité et accessibles». «Contrairement aux idées répandues, tout n'est pas dans la communication», a-t-il ajouté, précisant qu'«il ne suffit pas de faire passer quelques spots à la télévision ou quelques séances d'éducation à l'école sur une alimentation saine pour croire que le problème est pris en charge». Pour réduire un tant soit peu le phénomène, le ministre de la Santé indique qu'«il faut un véritable plan national multisectoriel intégré pour que l'éducation, dès le plus jeune âge, à une nutrition saine et la sensibilisa-



tion à une alimentation équilibrée soient adossées à la disponibilité de produits sains, conformes à des normes opposables et accessibles au plus grand nombre». Un tel plan, selon Boudiaf, «permettrait de réduire l'exposition aux produits gras, sucrés et salés et œuvrerait à réhabiliter les bases du régime alimentaire traditionnel de type méditerranéen fortement recommandé par les experts du monde entier». Il a relevé, en outre, que «cette réhabilitation passe aussi par la promotion de nouvelles habitudes alimentaires», insistant

sur l'importance d'agir sur les parents, les enfants et les collectivités (cantines d'établissements scolaires et universitaires, cantines d'entreprises) pour que l'alimentation saine et équilibrée devienne une «habitude tangible». Toutefois, la lutte contre l'obésité «ne repose pas uniquement sur la promotion d'une alimentation saine», note-t-il, rappelant qu'elle est aussi «le fait de la promotion de l'éducation physique et sportive». «Comme beaucoup de pays l'ont fait avant nous, nous devons arriver à faire du sport une affaire qui

concerne toute la population, où qu'elle se trouve», explique-t-il. Le ministre estime, à cette occasion, que l'atelier prévu en marge de cette rencontre devra sortir avec des recommandations «pertinentes», notamment en matière de mise en place de normes alimentaires drastiques pour réduire la teneur des aliments (y compris les boissons gazeuses) en sucre, en sel et en graisse. Parmi les recommandations attendues, figurent également la promotion de modes de consommation favorisant une alimentation saine où le message donné par la communication, l'information et l'éducation s'appuient sur la disponibilité des produits sains et accessibles, et la promotion de l'activité physique et sportive chez toutes les franges de la population et dans tous les milieux. «Si nous agissons sur l'environnement parallèlement à la sensibilisation de toute la population, en impliquant notamment le mouvement associatif, nous arriverons certainement à des résultats probants», ajoute Boudiaf. «Nous n'avons pas le choix. Nous devons le faire si nous voulons contrôler le diabète, l'hypertension et de nombreux cancers», dira le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf.

Pour conclure, il précise que cette rencontre sur la lutte contre l'obésité et le surpoids a été «expressément demandée» par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui «a justement estimé que l'obésité évitable devait être combattue de manière résolue et soutenue par l'ensemble des acteurs concernés».

L. A. R.

Projet de loi relatif à la retraite

L'Etat soucieux de «garantir le droit des générations à venir»

Les nouvelles mesures du projet de loi relatif à la retraite reflètent le souci de l'Etat de garantir le droit des générations à la pension de retraite, estime la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle à l'Assemblée populaire nationale (APN). Dans son rapport préliminaire sur le projet de loi modifiant et complétant la loi N°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, présenté dimanche devant les députés, la commission a mis l'accent sur «le souci de l'Etat, à travers ces nouvelles mesures législatives, de garantir le droit des générations montantes à la pension de retraite et la pérennité du financement de la Caisse nationale des retraites

(CNR) sur la base du principe de solidarité intergénérationnelle». La commission rappelle que la révision du dispositif juridique relatif au régime de retraite s'est faite en vertu de plusieurs textes législatifs, notamment l'ordonnance N° 97-13 du 31 mai 1997 instituant la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge. Cette ordonnance a introduit «deux mesures exceptionnelles dans la conjoncture difficile qu'a traversée l'Algérie durant les années 90 suite à la fermeture de plusieurs établissements économiques et la prise en charge des situations sociales dues aux licenciements collectifs des travailleurs à l'époque», ajoute la commission. Cependant, relève-t-elle,

«la demande massive de départ en retraite anticipée a réduit les taux de cotisations à la CNR, causant ainsi un déséquilibre financier». Ce régime (retraite proportionnelle et sans condition d'âge), qui est à l'origine «exceptionnel» et non «une règle générale», a été imposé par «des conditions exceptionnelles et dicté par des institutions financières internationales dans des conditions économiques extrêmement difficiles», explique la commission. Elle estime que «si ces mesures sont maintenues (retraite proportionnelle et sans condition d'âge), elles entraîneront un sérieux préjudice aussi bien sur le plan des équilibres financiers de la CNR que sur les institutions

publiques qui enregistrent chaque année une érosion de sa ressource humaine, notamment les plus qualifiés». «La moyenne mondiale de la retraite est calculée sur la base du versement des cotisations de cinq travailleurs pour un seul travailleur, alors que la moyenne en Algérie est calculée sur la base du versement des cotisations de deux travailleurs pour un seul retraité, ce qui impose à l'Etat de prendre en charge cette différence à travers une solidarité entre les différentes caisses d'assurance sociale», ajoute la commission. Par ailleurs, la commission affirme que l'examen de ce projet de loi «s'est fait en concertation avec les partenaires sociaux à l'exemple de

LA QUESTION DU JOUR

La disparition du dernier mythe vivant

suite de la page Une

Le rétablissement des relations diplomatiques et la levée de l'embargo sont certes à mettre d'abord à l'actif du président américain sortant, Barack Obama, mais enfin, le rayonnement mondial de Cuba et de Fidel Castro ont sûrement pesé sur les modalités de ces retrouvailles entre deux pays à une enca-bure l'un de l'autre, l'un la première puissance au monde, et l'autre une bande de terre dont la force réside essentiellement dans la foi en sa dignité. Cuba est la preuve encore vivante qu'un pays peut-être petit et voisin de Babylone et cependant ne pas être soumis à Babylone. Cela fait plus d'un demi-siècle que Cuba assène cette leçon historique au monde. Si Fidel Castro est un mythe au sens négatif de ce terme, alors il n'y aura pas de statue à déboulonner, de grands portraits de lui à décrocher, de villes à débaptiser, car dans son cas ce mythe n'a pas été celui de la personnalité. Il est resté au pouvoir, qu'il a exercé des décennies durant, le même homme simple et entier, pétri de culture et d'humanisme, qu'il a été pendant la révolution. Il n'y aura pas eu deux Fidel Castro, celui de la conquête du pouvoir et celui de l'homme au pouvoir, mais une seule et même personne jusqu'au bout fidèle à ses idéaux, à son idée de l'homme. Il restera de lui non pas qu'il n'a pas été un démocrate, mais ce qu'il a été en fait : un homme qui passionnément a fait son devoir pour que les hommes, où qu'ils soient, soient plus libres. On a pu s'en rendre compte de son vivant même, et après 2008, date à laquelle il s'est retiré du pouvoir, par les hommages qu'il a reçus de nombre de dirigeants sud-américains. Non seulement il n'a rien perdu de son aura, mais jamais celle-ci n'aura été plus grande. La vieillesse, le déclin physique ont comme ajouté à son auréole. Les mythes, quand ils sont vrais, ne meurent pas. M. H.

l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de l'organisation du patronat lors de la 19^e réunion de la tripartite tenue le 5 juin 2016 en vue du maintien du système national de retraite». Dans son rapport préliminaire, la commission a recommandé «la mise en place de normes fondées et rigoureuses afin d'établir la liste des métiers pénibles sans précision des fonctions pour éviter toute erreur de classification». Pour la commission, il est impératif «de fixer des mécanismes et des solutions efficaces pour garantir le financement de la CNR et de s'éloigner des solutions conjoncturelles». Hania T./APS

Lutte contre le VIH en Algérie

Sida : une maladie tabou à briser

■ Le sida, outre sa dangerosité, reste largement un grand tabou dans la société algérienne. Ainsi, d'après certains spécialistes, l'Algérie compterait au minimum 30 000 personnes vivant avec le VIH, et non pas 7 000 cas comme soutiennent officiellement les autorités.

Par Yacine Djadel

A l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida, une campagne de sensibilisation pour mieux combattre la maladie a été organisée, hier à

Antananarivo Ouverture officielle du 16^e Sommet de la francophonie

LE 16^e Sommet de la francophonie s'est ouvert samedi à Antananarivo, la capitale malgache, en présence d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement qui devraient notamment discuter des questions de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme. Dans son discours d'ouverture, le président de Madagascar a notamment appelé la francophonie à « multiplier les initiatives pour un monde plus juste ».

« Les vagues migratoires en provenance d'Afrique auxquelles nous assistons actuellement exigent des réponses politiques inclusives », a-t-il ajouté.

Le président français François Hollande ainsi que ses homologues tchadiens Idriss Deby et le Premier ministre canadien Justin Trudeau devaient également prononcer des discours à la tribune.

Après la passation de pouvoirs entre le Sénégal et Madagascar, les délégations devaient se réunir pour des travaux en plénière jusqu'à dimanche.

Le large thème de ce sommet – Croissance partagée, développement responsable et conditions de stabilité du monde et de l'espace francophone – devrait laisser la place aux sujets d'actualité, à commencer par la lutte contre le terrorisme.

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) regroupe 54 Etats membres, 23 observateurs et 3 membres dits associés. La Thaïlande qui fait partie des observateurs est cependant suspendue de l'OIF depuis le coup d'Etat de 2014. Selon l'OIF, près de 274 millions de personnes peuvent être définies comme francophones de façon certaine, dans le monde.

Madagascar qui accueille ce sommet pour la première fois avait été suspendu de l'OIF de 2009 à 2014, suite à un coup d'Etat de l'ex-président Andry Rajoelina qui avait conduit à une période d'instabilité politique. Une déclaration devait être signée dimanche pour clo-

Alger, par la Radio nationale. Initiée pour la septième année consécutive par la Chaîne III, l'événement intitulé « El yed fel yed », voulant dire « main dans la main », s'était constitué d'une chaîne humaine symbolique impliquant des acteurs nationaux et des agences onusiennes. Une manière solidaire de dire non à la maladie, qui, rappelle-t-on, outre sa dangerosité, reste largement un grand tabou dans la société algérienne. De ce fait, le rassemblement de la population qui eu lieu à l'esplanade de l'Office de Riadh El Feth a réussi à mobiliser pas moins d'une trentaine d'associations représentant essentiellement la jeunesse. Le Croissant-Rouge algérien (CRA), l'Onusida Algérie, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) ... etc., tous n'ont pas manqué d'être présents pour marquer leur engagement qui nécessite de plus en plus l'implication de la société civile. Pour cause, la pathologie du virus de l'immunodéficience humaine est plus répandue à l'intérieur de la société qu'on ne le croit. A l'origine faisant partie des maladies sexuellement transmissibles, le sida reste fortement nié de la part de ses victimes, vu qu'il demeure une maladie tabou. A ce propos, plusieurs citoyens refusent même de se



Ph/D. R.

faire dépister rien qu'à l'idée d'être soumis au regard des autres et la société. De surcroît, l'absence presque totale d'informations et de connaissances chez les individus sur la maladie et les modes de soins prodigués pour son traitement sont également pour beaucoup. Ainsi, devant l'impératif de changer les mentalités suite à la maladie et en vue d'une meilleure prise en charge, pour la première fois, cette campagne de sensibilisation a suscité également l'engagement du programme ONU-

Femmes en Algérie, et ce, en représentant la boucle rouge identifiant le virus VIH dans la foule humanitaire. « L'engouement de la population est cette fois-ci beaucoup plus important et les participants ont été si nombreux que la largeur de la chaîne a triplé », a déclaré un journaliste, initiateur de l'événement. Il a relevé la forte présence d'étudiants et de lycéens venus appuyer l'action de la Radio nationale, aux côtés de familles visiblement interpellées par la question. Par ailleurs, il est

à noter qu'en plus de la capitale, les wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdès, Annaba et Guelma ont initié des actions similaires. Un bon signe pour faire mieux connaître aux citoyens les racines de la maladie et la rendre plus assujettie au dialogue public. En parler peut constituer un grand pas à l'avenir pour ces milliers d'Algériens condamnés au silence plus pesant encore que la maladie du sida elle-même. **Y. D.**

Colloque

Mise en garde contre la consommation excessive d'antibiotiques

Des médecins spécialistes ont mis en garde, vendredi à Alger, contre la consommation excessive d'antibiotiques qui favorise le développement de résistances bactériennes.

« La prescription excessive d'antibiotiques par les médecins altère la santé du malade, car elle favorise le développement de résistances bactériennes », a averti le professeur en maladies infectieuses à l'Etablissement public hospitalier de Batna (EPH), Rabah Aït Hamouda qui intervenait lors des 17^{es} journées médicochirurgicales, organisées par le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (Snpspp).

Il a ajouté que la résistance bactérienne aux antibiotiques est un phénomène contre lequel l'OMS a déjà mis en garde.

Concernant les virus récemment apparus comme Zika, le spécialiste a assuré que l'Algérie était « en mesure d'y faire face » en cas de leur apparition, rappelant, à cet effet, le plan de prévention mis en place par le ministère de la Santé.

Le représentant du Snpspp, Mohamed Youcef, a mis l'accent sur l'importance de promouvoir la formation continue au profit de plus de 12 000 spécialistes de la santé publique, pour mieux s'adapter aux développements enregistrés dans le domaine médi-

cal.

Le D'Nacer Guerim, conseiller chargé de la coordination entre les partenaires sociaux au ministère de la Santé, a affirmé la disponibilité du ministère à appuyer la formation continue pour permettre aux spécialistes d'améliorer leurs connaissances.

Revenant à la revendication de certains syndicats du secteur inhérente à la retraite proportionnelle, l'intervenant a estimé qu'il s'agissait d'« une revendication illégitime », arguant que la mise d'un médecin à la retraite à l'âge de 50 ans « est une perte pour l'Etat et le malade ».

Hani Y.

« Booster l'investissement créateur de richesses »

Rencontre du wali avec des investisseurs à Béjaïa

Le wali de Béjaïa, Ouled Salah Zitouni, a convié à une réunion de travail les investisseurs des zones industrielles et d'activités de 9 communes, notamment Akfadou, Ouzellaguene, Amizour, Tmezrit et Seddouk, a-t-on appris. La rencontre s'est tenue jeudi passé au nouveau Campus universitaire d'Amizour, en présence de plusieurs directeurs de l'exécutif. Il s'agissait de relancer l'investissement dans la wilaya et d'encourager, voire de garantir, surtout aux porteurs de pro-

jets le soutien et l'accompagnement de l'Etat ainsi que l'importance accordée à l'investissement créateur de richesses et d'emplois en ces temps de disette induite par le recul du prix de l'or noir et la baisse des recettes de devises. Lors de ce regroupement, qui n'est pas le premier d'ailleurs organisé par le chef de l'exécutif, il s'agissait de lever les contraintes liées à l'installation de différents réseaux dans les zones d'activités, tels que l'eau potable, l'assainissement, le téléphone, la

fibre optique, l'électricité et aussi la viabilisation de ces zones à travers l'aménagement des accès et leur bitumage ainsi que l'aménagement des trottoirs. A ce titre, les dicteurs de l'ADE, la SDE, Algérie Télécom et autres, ont été sommés de régler les problèmes posés par les investisseurs dans un délai de trois jours sous peine de sanction. Il a été décidé, au cours de ce regroupement, « l'installation d'une commission mixte composée de plusieurs directeurs, notamment ceux des

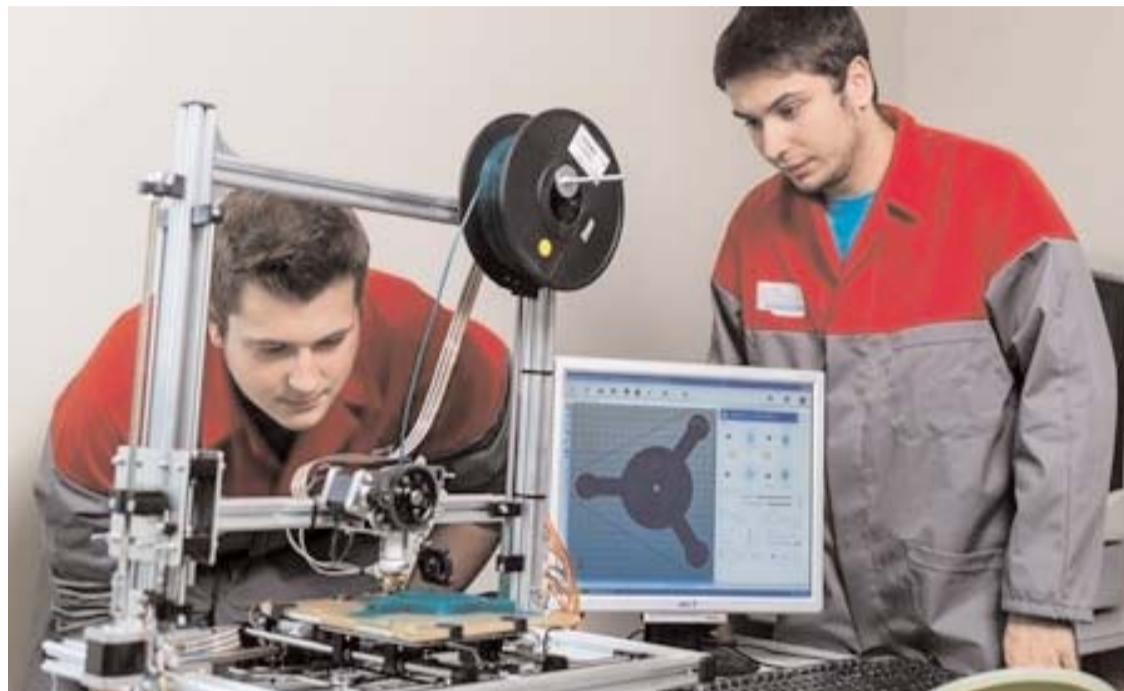
travaux publics, la SDE, l'ADE, l'environnement, la DRAAG, etc. » afin de coordonner l'intervention et lever les contraintes qui pourraient surgir à l'avenir et se dresser face aux investisseurs. Ces derniers ont été invités aussi à faire des efforts et à respecter les délais de lancement de leurs projets, faute de quoi ils seront exposés, eux aussi, à des sanctions réglementaires allant jusqu'à l'interruption de leurs actes de concession.

Hocine C.

Innovation industrielle et technologique

Facteur-clé de la compétitivité des entreprises

■ L'innovation industrielle et technologique est un facteur-clé de promotion de la compétitivité des entreprises et de leur pérennisation, d'où la nécessité d'en faire une culture, notamment dans les PME, a indiqué un représentant du ministère de l'Industrie et des Mines.



PH. A. D. R.

l'Agence nationale de développement des PME (Andpme), Rachid Moussaoui, a rappelé que l'initiative de création de pôles industriels spécialisés, prévus dans plusieurs wilayas à travers tout le territoire national, «permettra de réunir les efforts des PME et de développer leurs capacités en matière d'innovation». Il a relevé que le pôle mécanique créé à l'ouest du pays devrait être la «locomotive» de l'émergence de plusieurs autres pôles regroupant les PME dans les différents domaines et activités économiques et industrielles. Dans ce sillage, le président du Fnipec, Hichem Saïdi, a fait part de la tenue récente de plusieurs journées d'étude ayant pour but «la contribution à la mise en place de la stratégie de développement de futurs territoires qui s'appuient sur les industries créatives, permettant la création d'un écosystème pour stimuler l'innovation et la créativité». Selon lui, ces journées d'étude ont été tenues respectivement à Oran qui abrite le territoire créatif en mécanique automobile, à Sidi Bel-Abbès comme futur territoire créatif en électronique, à Annaba comme futur territoire créatif en mines et métallurgie, ainsi qu'à Skikda abritant le territoire créatif en pétrochimie. Il a également révélé que sa fondation compte créer en 2017 un prix de l'innovation au profit des entreprises innovatrices intitulé «Prix Mustapha Ben Boulaid de l'innovation», et éga-

lement l'organisation d'assises nationales sur l'innovation avec l'objectif de mettre en place un Conseil national de l'innovation pour encourager et développer l'esprit de l'invention dans l'entreprise algérienne. S.H./APS

Pénalisé par un dollar fort L'or poursuit sa chute

L'OR A creusé ses pertes cette semaine, pénalisé par le dollar qui se renforce davantage en prévision d'un prélèvement des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine, réduisant l'intérêt des investisseurs pour la valeur refuge. Vendredi, l'once d'or a atteint son plus bas niveau en dix mois, à 1 171,06 dollars. La Réserve fédérale américaine (Fed) devrait relever ses taux directeurs lors de la prochaine réunion, en décembre, après les données positives sur l'économie américaine, ce qui renforcerait le dollar, au détriment de l'or, considéré comme une valeur refuge. En outre, des rumeurs sur une interdiction des exportations d'or vers l'Inde ont également poussé certains à la vente, car le pays a importé 100 tonnes d'or a lui tout seul en octobre, notent aussi les analystes de Commerzbank. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1 187,70 dollars vendredi au fixing du soir, contre 1 211 dollars le vendredi précédent. Dans le sillage de l'or, l'argent a reculé jusqu'à atteindre 16,17 dollars l'once mercredi, son plus bas niveau depuis cinq mois avant de rebondir en fin de semaine. «La force du dollar pourrait empêcher tout rebond de durer», a prévenu Lukman Otunuga. L'once d'argent a clôturé à 16,46 dollars, contre 16,51 dollars il y a sept jours. Le platine est également emporté par le manque d'enthousiasme pour les métaux rares, et est tombé vendredi à 905,55 dollars l'once, à son plus bas niveau depuis près de dix mois. Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine a fini à 906 dollars, contre 923 dollars sept jours plus tôt. En revanche, le palladium a grimpé à 749,77 dollars l'once mardi, à son plus haut niveau depuis près d'un an et demi. «Le soutien des prix vient clairement d'investisseurs spéculatifs. Cette hausse a permis de réduire l'écart entre palladium et platine à son plus bas niveau depuis 2002», ont prévenu les analystes de Commerzbank. L'once de palladium a terminé pour sa part à 729 dollars, contre 718 dollars à la fin de la semaine précédente. R.E.

Par Souad H.

« Notre objectif consiste à ramener l'entreprise algérienne à faire de la culture de l'innovation un réflexe traduit dans son fonctionnement de tous les jours, et d'asseoir les conditions favorisant son émergence », a souligné le directeur général de la compétitivité industrielle auprès de ce ministère, Abdelaziz Guend, lors du Forum national de l'innovation et des perspectives économiques, organisée par la fondation éponyme (Fnipec). Le responsable

a, toutefois, observé qu'encourager les inventions, quelles que soient leur originalité et leur pertinence, ne suffit pas pour en faire des innovations. En effet, a-t-il expliqué, les inventions doivent être valorisées par les entreprises et doivent être utiles économiquement et répondre aux besoins des usagers pour qu'elles puissent accéder au statut d'innovation. Par ailleurs, il a relevé que les initiatives des PME innovantes étaient non seulement encouragées par les pouvoirs publics à travers plusieurs dispositifs, mais bénéficient également de l'appui financier octroyé à travers le Fonds de

promotion de la compétitivité industrielle. Il a rappelé, dans ce sens, que pour encourager les entreprises – es PME en particulier – à prendre conscience de l'importance de l'innovation, beaucoup d'initiatives ont été prises telles que la création de cyber parcs, l'adoption de la stratégie numérique e-Algérie, la création de nouveaux centres de formation, de nouvelles universités, de nouvelles grandes écoles, de nouveaux centres de recherche et également l'institution de deux prix : le Prix de l'invention et le Prix national de l'innovation pour les PME. Pour sa part, le directeur général de

Montage de véhicules

Lancement prochain des travaux de l'usine Volkswagen à Relizane

Les travaux de réalisation d'une usine de montage de véhicules de la marque allemande Volkswagen seront prochainement lancés dans la zone industrielle de Sidi Khatab (wilaya de Relizane), a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Industrie et des mines. Une assiette foncière de 150 hectares a été dégagée dans ce site, situé à 20 km au nord du chef-lieu de wilaya, pour abriter ce projet, le premier du genre pour cette marque à l'échelle

nationale et africaine. Un protocole d'accord sera signé dans les prochains jours entre le groupe allemand Volkswagen et le groupe algérien Sovac pour la mise sur pied de ce projet qui nécessite un investissement dépassant les 20 milliards de DA, a-t-on ajouté de même source. L'usine devra assurer une production annuelle de 100 000 véhicules de tourisme et utilitaires à l'exemple de Seat et Skoda. Quelque 1 400 postes de travail seront créés, dès la

mise en service de l'usine, au profit de la main-d'œuvre locale et des wilayas limitrophes. L'usine de Volkswagen est le troisième grand projet dont a bénéficié la wilaya de Relizane après le méga-complexe de textile, en cours de réalisation dans le cadre d'un partenariat algéro-turc, et du projet de cimenterie dans la région d'El Kelaa dans la commune de Yellel, rappelle-t-on.

Amel B./Agences

Prix

Forte baisse du pétrole à New York

Les cours pétroliers ont fini en forte baisse à New York, plombés par la crainte de ne pas voir la Russie se joindre à l'effort de réduction de la production que l'Opep essaie de mettre en place. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine de brut, a perdu 1,90 dollar à 46,06 dollars sur le contrat pour livraison en janvier au New York Mercantile Exchange (Nymex). A Londres, le cours du baril de Brent de la mer du Nord perdait en séance 2,10 dollars à 46,90 dollars sur le contrat pour livraison au même

mois à l'Intercontinental Exchange (ICE). L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) est engagée dans de difficiles tractations entre ses membres et d'autres pays producteurs non membres du cartel, afin de finaliser une réduction coordonnée de la production lors d'un sommet le 30 novembre et ainsi faire remonter des cours souffrant de la surabondance de l'offre. «Il y a en ce moment des annulations de réunions entre les pays membres et non membres de l'Opep, avec la Russie qui concentre toutes

les interrogations et qui a indiqué en substance qu'elle n'était pas prête à fermer le robinet», a expliqué Bart Melek de TD Securities. Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a indiqué jeudi qu'un gel de la production au niveau actuel reviendrait à «une baisse de 200 à 300 000 barils par jour par rapport à la croissance prévue». Ces propos ont été interprétés par les analystes comme un refus de la Russie, important pays producteur membre de l'Opep, de réduire sa production et au contraire comme la volonté de la mainte-

nir à son niveau record. «Cela se traduirait par une augmentation par rapport à l'année précédente, particulièrement pour la première moitié de l'année 2017, et ne contribuerait en rien à un rééquilibrage du marché», a jugé Tim Evans de Citi dans une note. Autre obstacle, des dissensions semblent persister entre les membres de l'Opep. «L'Iran veut extraire autant de pétrole que possible après la levée des sanctions internationales en janvier», a expliqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

A. B.

Constantine

Exercice de simulation d'un déraillement d'une rame du tramway

■ La Société d'exploitation du tramway, Setram de Constantine, a effectué, vendredi soir, en collaboration avec les services de la Protection civile et de la police, un exercice de simulation d'un déraillement d'une rame du tramway.

Ph. > D. R.



Par Ali T.

L'exercice effectué sur la voie d'extension du tramway, dans la cité Zouaghi-Slimane, a pour objectif de «tester la disponibilité et la diligence des différents intervenants», a souligné le directeur de la Setram, Kamel Bida, faisant part de l'importance de cette manœuvre dans «l'amélioration des capacités d'intervention à travers l'élimination des insuffisances soulevées dans le cadre de cet exercice».

L'organisation de cet exercice de simulation devra permettre à l'ensemble des intervenants notamment ceux de la Setram de «renforcer les dispositions préventives contre les accidents pouvant avoir lieu lors de l'utilisa-

tion de ce mode de transport très prisé par les citoyens», a encore souligné le même responsable, précisant que la Setram œuvre «continuellement» à développer ses capacités d'intervention à travers notamment les formations continues dispensées au personnel. Ce genre d'exercice, permettra de «remédier aux insuffisances» pour pouvoir

réagir «correctement et dans les meilleurs délais», a encore indiqué M. Bida, précisant qu'à l'issue de cette manœuvre «plusieurs mesures» seront prises pour améliorer davantage les moyens et les capacités d'intervention. Dans ce contexte, le même responsable a indiqué que ce genre d'exercice effectué par la Setram, au moins deux fois par an, et ce depuis la mise en exploitation de ce moyen de locomotive en 2013, a permis l'élimination de plusieurs lacunes en rapport notamment avec les dispositions de collaboration entre les différents intervenants. Le scénario a porté sur la simulation du déraillement d'une rame du tramway qui venait de déposer les voyageurs et qui se dirigeait vers la station de remisage. Les agents de la Protection civile se sont rendus sur les lieux, quelques minutes seulement après l'alerte faite par le poste de commande centralisé (PCC) de la Setram et ont procédé à l'évacuation du conducteur et le remorquage de la rame. D'importants moyens matériels ont été mobilisés au cours de cet exercice, a-t-on noté. A. T./APS

Béchar

Réalisation de divers projets dans la commune de Mougheul

Divers projets de développement, dont un projet d'habitat relevant de différents programmes, ont été concrétisés dernièrement au niveau de la commune frontalière de Mougheul (50 km au nord-ouest de Béchar), a-t-on appris auprès des responsables de cette collectivité. Il s'agit, entre autres, de 100 unités relevant du programme de l'habitat rural pour la concrétisation duquel a été consacrée une enveloppe de 70 millions de DA, a-t-on signalé. Ce projet a permis l'augmentation de l'offre en matière de logements décentés au profit des habitants et la satisfaction de la demande en logements dans cette commune de plus de 3 000 âmes, a fait

savoir la source. Un autre programme de 40 logements sociaux locatifs a été réalisé et attribué à leurs bénéficiaires par la commission communale spécialisée. Un investissement public de 110 millions DA a été aussi dégagé pour la réalisation de ce projet qui a été conforté par la réalisation de deux autres logements pour les besoins du secteur de l'éducation pour un coût de plus de cinq millions DA, a-t-on ajouté. Outre ces réalisations, il a été aussi procédé, au titre des opérations de développement et promotion de cette région frontalière, au réaménagement et à la rénovation complète, pour un coût de six millions DA, de l'unique bureau de poste

de la commune, dans le but de modernisation et de renforcement des prestations financières et postales, selon la même source. Le secteur de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication a aussi procédé à la réalisation et la mise en service d'un tronçon de 18 km de fibre optique afin de renforcer l'accès à l'ensemble des habitants de la commune aux technologies de l'information et de la communication, notamment la téléphonie et l'internet, mais aussi de désenclaver cette commune frontalière, ont indiqué les responsables de cette collectivité.

Selma N.

Naâma

2 650 aides à l'habitat rural et au logement promotionnel aidé octroyées

Quelque 2 650 aides destinées aux bénéficiaires des programmes d'habitat rural et du logement promotionnel aidé ont été octroyées dans la wilaya de Naâma par le Fonds national de péréquation des œuvres sociales (Fnpos) sur la période 2013-2016, a-t-on appris auprès du représentant local du Fonds. Ces aides, octroyées aux travailleurs salariés et retraités affiliés à la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) pour l'acquisition de logements au titre des programmes publics de l'habitat rural et du logement promotionnel aidé, se répartissent entre 2 600 aides pour l'habitat rural et 50 pour le promo-

tionnel aidé, a indiqué le représentant de wilaya du Fnpos, Ayoub Afrou. Le Fnpos a octroyé, sur la période s'étalant de la fin de l'année 2012 à la fin du mois de septembre 2016, un volume de financement de plus de 1,21 milliard DA, sous forme d'aides d'une valeur de 500 000 DA par bénéficiaire du Fnpos qui a approuvé, cette année, 283 dossiers d'aides à l'habitat, a-t-il ajouté. Dans le même cadre, 200 logements seront attribués prochainement à des salariés et retraités bénéficiant des programmes du Fnpos, portant ainsi à 400 le nombre de logements réalisés avec le soutien du Fonds (190 à

Mécheria, 190 à Ain-Sefra et 20 à Naâma) et auxquels le bénéficiaire contribue à hauteur de 750 000 DA pour un logement de type F3 et de 1,05 million DA pour celui de type F4, selon le responsable. L'étude des dossiers des postulants à ces aides financières du Fnpos ne dépasse pas un mois pour la concrétisation de ces programmes d'habitat auxquels peut s'ajouter l'aide accordée par la Caisse nationale du logement (CNL) qui est de l'ordre de 700 000 DA par bénéficiaire éligible souscrivant aux programmes d'habitat rural et de logement promotionnel aidé, a-t-il également fait savoir. Saïd F./Agences

El-Oued Prévision de récolte de 7,6 millions de qx de pomme de terre d'arrière-saison

UNE PRODUCTION prévisionnelle de 7,6 millions de quintaux de pomme de terre d'arrière-saison est attendue au terme de la campagne de récolte lancée à la mi-novembre à travers la wilaya d'El-Oued, selon la direction locale des services agricoles (DSA). La culture de la pomme de terre d'arrière-saison concerne une superficie de 24 000 ha, soit 70% de la superficie globale (34 000 ha), dédiée à la culture de la pomme de terre dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on précisé. La culture de la pomme de terre a connu un «net» essor ces dernières années, dans la plupart des régions de la wilaya d'El-Oued, plus particulièrement dans celles à vocation agricole à l'instar de Reguiba, Guemmar Ouermas, Hassi-Khelifa, Debila, El-Magrane et Trifaoui, selon la même source. El-Oued vient au deuxième rang des wilayas productrices de pomme de terre à l'échelle nationale, avec une capacité de production annuelle de plus de 11 millions de quintaux (production réalisée la saison écoulée), soit une contribution de 24% de la production nationale, et une part de 73% de la valeur de la production végétale locale, a-t-on souligné. La superficie globale consacrée à l'agriculture s'étend sur 4 458 680 hectares dans la wilaya d'El-Oued, selon les données de la DSA. APS

Ouargla Plus de 830 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à Lagraf

UN TOTAL de 837 foyers dans le village de Lagraf, relevant de la commune d'El-Hedjira (100 km à l'ouest de Ouargla), ont été raccordés au réseau de gaz naturel, a-t-on constaté sur place. Ce projet a nécessité une enveloppe de plus de 233 millions DA au titre du programme quinquennal 2010-2014, pour réaliser un poste de détente de pression d'une capacité de 2 500 m³/h et un réseau de transport de cette source d'énergie sur 3 km, selon des responsables locaux du secteur de l'Énergie. Les habitants de Lagraf ont accueilli avec un grand soulagement cette opération de raccordement au gaz naturel, dont la mise en service a été présidée par le wali de Ouargla, Abdekader Djellaoui. Le taux de couverture en gaz naturel a atteint les 65% dans la commune d'El-Hedjira, sachant que cette dernière a bénéficié aussi d'une opération pour l'extension du réseau de gaz au niveau de son chef-lieu, a-t-on ajouté. L'opération en question sera lancée prochainement et portera sur 1 500 nouveaux branchements, a précisé la source. Les projets de raccordement au réseau de gaz naturel ont permis de porter le taux de couverture à 76% dans la wilaya de Ouargla, où l'ensemble de ses communes sont raccordées, excepté celle d'El-Borma aux frontières sud-est, signale-t-on. R.R.

Ressources naturelles du Sahara occidental

Un eurodéputé interpelle l'Union européenne

■ L'eurodéputé espagnol, Florent Marcellesi, a interpellé le gouvernement de son pays et la Commission européenne sur la nécessité de veiller au respect au Sahara occidental du principe selon lequel les ressources naturelles, conformément au droit international, doivent être exploitées au nom et dans l'intérêt de la population sahraouie.

Par Kamel L.

Dans une lettre adressée au commissaire européen à l'énergie et au climat, Miguel Arias Canete et une autre au ministre espagnol de l'énergie, Alvaro Nadal, le député européen s'est interrogé sur les mesures prises par son pays et par l'UE pour s'assurer que l'énergie qui sera importée du Maroc, conformément à un accord signé récemment entre les deux parties, ne provient pas, en réalité, du Sahara occidental, inscrit sur la liste des territoires non-autonomes de l'ONU depuis 1963. Florent Marcellesi a rappelé que les puissances administrant d'autres territoires doivent, selon le droit international, respecter les conditions quant à l'exploitation des ressources naturelles des pays non-autonomes, à savoir l'exploitation de ces ressources au profit du peuple se trouvant dans le territoire, et en son nom ou en consultation avec les représentants officiels. Il a affirmé dans ce sens que l'importation en Europe de l'énergie produite au Sahara occidental constitue une «violation du droit international et les droits fondamentaux de la population sahraouie». Le Maroc, l'Allemagne, la France, l'Espagne et la Portugal ont signé le 17 novembre dernier une déclaration commune les engageant à élaborer une feuille de route pour l'échange d'électricité renouvelable. L'objectif : identifier les obstacles au commerce de l'électricité renouvelable entre les cinq pays signataires et proposer des moyens de les surmonter. Le réseau électrique marocain et l'UE sont déjà partiellement interconnectés via l'Espagne et cette interconnexion devrait être renforcée par une nouvelle ligne avec le Portugal, en vertu de cet accord. L'eurodéputé espagnol a fait savoir que conformément à un programme national de développement des énergies renouvelables, le Maroc a installé des centrales solaires et des parcs éoliens au Sahara occidental, s'inquiétant à ce titre de voir l'énergie produite sur ce territoire utilisée pour intensifier le pillage

actuel des ressources naturelles. Selon l'ONG Western Sahara resource watch (WSRW), en 2020, plus d'un quart de toute la production d'énergie verte du Maroc serait située au Sahara occidental, un territoire qu'il maintient sous occupation. L'eurodéputé Marcellesi a exigé des précisions sur les termes de l'accord signé en marge de la COP 22 à Marrakech (Maroc) pour savoir si les dispositions prévues dans cet accord respectent la position de l'UE qui ne reconnaît pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. L'eurodéputé Marcellesi a exhorté la Commission européenne et l'Espagne à inclure une déclaration interprétative dans tout accord dans ce domaine afin de «limiter son application aux frontières du Maroc officiellement reconnues par la communauté internationale». Une cinquantaine de députés européens, opposés à l'importation d'énergie renouvelable en provenance du Sahara occidental et à l'implication de l'UE dans la réalisation de projets marocains sur ce territoire occupé, ont exhorté la Commission européenne et le Secrétaire général de l'ONU à faire respecter le principe de la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles quand elles sont sous



Ph : DR

occupation étrangère. Dans une lettre, datée du 18 novembre, 52 eurodéputés, représentants presque tous les groupes politiques siégeant au Parlement européen, ont exigé de l'UE de garantir que les importations énergétiques en provenance du Maroc ne comprennent pas

l'énergie produite au Sahara occidental et que ses institutions respectent l'engagement de l'UE de ne pas allouer de fonds pour des centrales d'énergie renouvelable dans le Sahara occidental. Dans cette lettre adressée au vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, au commissaire européen en charge du Climat et

de l'Énergie, Miguel Arias Canete, et au Secrétaire-général de l'ONU Ban Ki-moon, les parlementaires européens ont exhorté ce dernier à s'assurer du respect des résolutions des Nations unies concernant l'exploitation des ressources naturelles dans un territoire non autonome.

K. L. / APS

Libye

Le gouvernement britannique se justifie sur son intervention

En 2011, le Royaume-Uni était intervenu militairement aux côtés de la France, une intervention très critiquée par un rapport parlementaire. Le gouvernement britannique a rejeté les critiques sévères d'un rapport parlementaire sur son intervention en Libye en 2011 et a jugé que son action a «sans aucun doute» permis de sauver des civils. En septembre, un rapport parlementaire avait sévèrement critiqué l'intervention militaire engagée par Londres et la France, car elle était fondée sur «des postulats erronés et une analyse partielle des preuves». Le gouvernement de David Cameron, Premier ministre à l'époque, «n'a pas pu vérifier la menace réelle que le régime [du dictateur Muammar Kadhafi] faisait peser sur les civils», notait la commission des Affaires étrangères. «Il a pris au pied de la lettre, de manière sélective, certains éléments de la rhétorique de Muammar Kadhafi et il a échoué à identifier les factions

islamistes radicales au sein de la rébellion», écrivaient les parlementaires.

Plongée dans le chaos

Mais dans sa réponse publiée vendredi, le gouvernement assure que son intervention a «sans aucun doute» permis de sauver la vie de civils libyens. «Kadhafi était imprévisible. Il avait les moyens et la motivation nécessaires pour mettre ses menaces à exécution. Ses actes ne pouvaient être ignorés et exigeaient une action internationale commune et résolue», écrit encore le gouvernement britannique. Kadhafi a été chassé du pouvoir, puis tué lors du soulèvement de 2011. Dans son rapport, la commission jugeait que Londres s'était fourvoyé en étendant sa mission – la protection de la population civile – à un changement de régime. Le gouvernement, dans sa contre-attaque, se justifie en

invoquant un «objectif clairement défini : la protection des civils et la promotion de la stabilité en Libye». Cinq ans après l'intervention étrangère, la Libye est plongée dans le chaos. Le pays est livré aux milices formées d'ex-rebelles et reste miné par les luttes de pouvoir et les violences meurtrières, ce qui a favorisé la montée en puissance du groupe État islamique (EI). Or, David Cameron aurait dû savoir que les islamistes radicaux allaient chercher à profiter de la rébellion, estimait la commission en septembre, selon laquelle il n'existe pas d'indication que la nature de la rébellion ait été correctement analysée. Pour sa défense, le gouvernement affirme que l'immense majorité des opposants à Kadhafi n'étaient pas liés à une quelconque mouvance extrémiste et que l'EI est désormais «en recul en Libye».

Kamel L./ agences

Tunisie

Poursuite des efforts pour libérer les pêcheurs en Libye

La cellule de suivi de l'affaire des trois bateaux de pêche tunisiens arraisonnés au port Zaouia en Libye poursuit ses contacts avec les parties libyennes concernées pour garantir la sécurité des pêcheurs tunisiens et leur permettre de rejoindre leurs familles, a indiqué le ministère des

Affaires étrangères dans un communiqué. La cellule s'emploie également à la libération des pêcheurs et à la récupération des bateaux dans les plus brefs délais, ajoute le département des Affaires étrangères. Selon le communiqué, la cellule a reçu l'assurance que l'affaire sera traitée. Le ministre des

Affaires étrangères Khemaies Jhinaoui a eu ce vendredi une communication téléphonique avec son homologue libyen dans le gouvernement d'union nationale Mohamed Tahar Siala au cours de laquelle il a appelé à la libération des pêcheurs dans les plus brefs délais. La cellule de suivi, créée au sein

du ministère des Affaires étrangères et regroupant les représentants des départements concernés, est en état de réunion permanente jusqu'à ce que les pêcheurs tunisiens retournent au pays, souligne la même source. Le 14 novembre dernier, trois bateaux de pêche tunisiens ont été arraisonnés

par les gardes-côtes libyens et escortés vers le port Zaouia en Libye. Le département des Affaires étrangères avait entrepris des contacts avec les autorités libyennes compétentes pour s'enquérir de la situation des 54 pêcheurs tunisiens et demander leur libération.

R.M.



Attentat déjoué en France

Cinq suspects, téléguidés depuis la Syrie, mis en examen et écroués

■ Ils étaient téléguidés par le groupe État islamique depuis la zone irako-syrienne: cinq hommes, arrêtés le week-end dernier et soupçonnés d'avoir voulu commettre un attentat le 1^{er} décembre en région parisienne, ont été mis en examen vendredi soir et écroués.



Après cinq jours de garde à vue, ils ont notamment été mis en examen pour «association de malfaiteurs terroriste en vue de la préparation de crimes d'atteinte aux personnes», a-t-on appris du parquet de Paris. «Une attaque de grande envergure» a été évitée, avait indiqué un peu plus tôt François Hollande, en déplacement à Nîmes, alors que la France est frappée depuis près de deux ans par une vague d'attentats sans précédent ayant fait 238 morts. Quatre Français âgés de 35 à 37 ans, «amis de longue date», avaient été interpellés le week-end dernier à Strasbourg. Inconnus des services antiterroristes, deux sont soupçonnés d'avoir séjourné en Syrie en 2015. Quatre armes et «des écrits très clairs d'allégeance

à Daech» (État islamique) ont été retrouvés lors des perquisitions, d'après le procureur de la République de Paris François Molins. Le cinquième suspect, Hicham E., Marocain de 26 ans (BIEN 26) arrêté à Marseille, avait été signalé pour radicalisation par les autorités portugaises, pays où il résidait, et s'était fait refouler de Turquie en 2015. Plus de 4 000 euros, destinés, selon les enquêteurs, à l'acquisition d'armes, ont été saisis lors de son interpellation. Le commando de Strasbourg et le suspect marocain ne se connaissaient pas, d'après les premiers éléments de l'enquête. Mais ils disposaient d'instructions communes «communiquées par un donneur d'ordre depuis la zone irako-syrienne», a détaillé le procu-

reur. Les hommes de ce réseau étaient «en possession ou en quête d'armes et de financement», «s'apprêtaient à passer à l'acte» et «recherchaient des cibles», a relevé le procureur. Il a précisé que le passage à l'acte du groupe strasbourgeois était prévu le 1^{er} décembre, «sans que l'on puisse déterminer à ce stade la cible précise choisie». L'exploitation des téléphones et ordinateurs retrouvés lors des perquisitions a révélé qu'une dizaine de sites en région parisienne avaient fait l'objet de recherches sur internet. Autant de cibles potentielles, parmi lesquelles le 36 quai des Orfèvres, siège de la PJ, le marché de Noël des Champs-Élysées, Disneyland Paris, des terrasses de cafés dans le XX^e arrondissement, la station

de métro Charonne ainsi que plusieurs lieux de cultes. En garde à vue, un des suspects interpellés à Strasbourg a également évoqué le siège de la PJ parisienne, mais aussi celui de la DGSI à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). «On ignore encore s'ils prévoyaient une action unique ou des attaques coordonnées», d'après une source proche de l'enquête. Les investigations ont débuté il y a huit mois. Le 14 juin, en plein Euro de football, Nasser B., 38 ans, et Lamary N., 40 ans, sont interpellés, soupçonnés d'avoir contracté des crédits à la consommation pour financer des activités terroristes. Les deux hommes sont en contact avec un donneur d'ordre établi en Syrie, lui-même surveillé par les services de renseignement français. La DGSI décide alors de tendre un appât: elle met en place une cache d'armes dans le Val-

d'Oise pendant plusieurs mois, pour tenter d'attirer d'autres membres du réseau susceptibles de passer à l'attaque. En vain. Le 14 novembre, un message entre le commanditaire et des membres du groupe strasbourgeois est intercepté, laissant craindre un passage à l'acte imminent. La DGSI organise alors, dans l'urgence, l'opération du week-end dernier. Ce vaste coup de filet est intervenu dans un contexte de menace terroriste maximale en France. «Pour le seul mois de novembre, les services antiterroristes ont procédé à l'arrestation de 43 individus, dont 28 ont été déferés devant la justice», a souligné le chef de l'État vendredi. Selon le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, 17 attentats ont été déjoués depuis le début de l'année, sept en 2015.



Points chauds

Identité

Par Fouzia Mahmoudi

Aujourd'hui se déroule le second tour de la primaire de la droite et du centre et avec elle se joue certainement l'issue de la présidentielle de 2017. Et si les sondages donnent une très forte avance à François Fillon les récents scrutins de Grande-Bretagne et des États-Unis nous ont appris à être plus méfiants vis-à-vis de ceux-ci. Néanmoins, si l'on se repose sur la victoire très large de François Fillon face à son adversaire Alain Juppé au soir du premier tour l'on peut affirmer que l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy aborde cette journée avec plus de sérénité que le maire de Bordeaux. Surtout, il a eu le luxe cette semaine de rester en retrait et d'attendre que le résultat de dimanche dernier se confirme, alors que Juppé a été obligé de passer à l'offensive de façon pas toujours subtile. Ses attaques concernant l'avortement auquel Fillon s'opposerait et un prétendu soutien de l'extrême droite, ont ces derniers jours, fini de ternir l'image du Premier ministre de Jacques Chirac qui des sondages trop flatteurs avait toujours jusque-là évité de se montrer combatif et offensif et se contentait d'avoir une posture, déjà, présidentielle en gardant toujours de la hauteur dans tous les débats. Le vote d'aujourd'hui scellera très probablement le destin d'Alain Juppé et mettra à moins d'une majeure surprise fin à sa carrière politique nationale. À moins que Fillon ne lui tende la main et ne l'intègre dans son équipe en lui promettant en cas de victoire en 2017 un ministère. Mais cela est bien improbable au vu des divergences profondes qui existent entre les deux hommes. Et encore plus après cette semaine durant laquelle Alain Juppé a attaqué violemment François Fillon dans l'espoir de le faire vaciller. Évidemment, tant que les résultats du vote ne sont pas connus nul ne peut prétendre connaître le résultat, mais déjà les aspirants candidats de gauche et Marine Le Pen commencent à réorienter leur campagne pour affronter le candidat Fillon en 2017 plutôt que le candidat Juppé. Une nouvelle qui perturbe également le centre et le déchire. Car si le centre avait refusé de s'aligner avec Sarkozy en cas de victoire de ce dernier et s'il avait promis un soutien total en cas de victoire de Juppé, le cas Fillon, lui, divise. Car si le Nouveau Centre d'Hervé Morin a dès la semaine dernière rejoint le candidat vainqueur du premier tour, Christophe Largarde président de l'UDI se faisait plus circonspect évoquant des différences sans dire non à une alliance, alors que François Bayrou fidèle à Juppé juge le programme de Fillon «dangereux» sans toutefois annoncé de candidature de son côté. Surtout, Juppé face au mur n'a eu d'autre choix d'affirmer cette semaine qu'il soutiendrait Fillon en cas de victoire de ce dernier même si Bayrou se présentait de son côté. Il ne reste plus qu'à attendre désormais le dépouillement des urnes ce soir pour savoir qui sera le vainqueur de cette primaire qui a la semaine dernière déplacé plus de 4 millions d'électeurs et qui a réussi à renvoyer Sarkozy à sa retraite politique. Ce soir le résultat donnera le ton de la présidentielle, rassemblement et «identité heureuse» en cas de victoire de Juppé ou durcissement économique et retour des valeurs en cas de victoire de Fillon.

F. M.

Collision ferroviaire en Iran

44 morts, plus de 80 blessés

Quarante-quatre personnes ont été tuées et 82 blessées vendredi dans une collision entre deux trains dans une région isolée du nord de l'Iran, l'une des plus importantes catastrophes ferroviaires de ces dernières années dans ce pays. L'accident a eu lieu vers 07h50 locales (04h20 GMT) lorsqu'un train, circulant de Tabriz (nord-ouest) à Mashhad (nord-est), s'est, pour une raison encore inconnue, arrêté en rase campagne près de la ville d'Amirabad, entre Semnan et Damghan, selon le gouverneur de la province de Semnan, Mohammad Reza Khabbaz.

Un autre train assurant la liaison entre les villes de Semnan et Mashhad est alors entré en collision, par l'arrière, avec le convoi à l'arrêt. Le nombre de morts n'a cessé d'augmenter au cours de la journée, jusqu'à l'annonce vendredi soir du dernier bilan communiqué à la télévision nationale Irib par Hossein Kulvand, chef des services nationaux d'urgence.

«Quarante-quatre personnes ont perdu la vie», a-t-il déclaré, en précisant que «sur 82 personnes blessées et hospitalisées», 17 l'ont été légèrement et ont pu quitter l'hôpital. La collision est due à «une erreur humaine», a affirmé sur Irib le directeur de la Compagnie nationale des chemins de fer, Mohsen Poor-Seyed Aghaie. Le train venant de Semnan «a reçu l'ordre de poursuivre sa route et a ainsi heurté l'autre train (à l'arrêt) par derrière», a-t-il ajouté. Deux wagons du train Tabriz-Mashhad ont pris feu et quatre wagons de l'autre convoi ont déraillé et se sont renversés, selon des images diffusées par Irib. Une immense fumée noire et des flammes impressionnantes s'échappaient des vitres brisées des wagons.

«Je dormais lorsque j'ai été évacué d'un wagon en feu», a déclaré un des passagers hospitalisés interrogés par la télévision nationale. Pompiers et services de secours, notamment ceux du Croissant-Rouge, ont lutté contre le feu et procédé à l'évacuation des blessés pendant plusieurs heures.

«En raison des difficultés d'accès à la région» montagneuse et reculée où a eu lieu la collision, «seul notre hélicoptère a pu atteindre l'endroit de l'accident» pour évacuer les blessés, a indiqué le directeur du Croissant-Rouge dans la province de Semnan, Hassan Shokrollahi.

Les blessés ont été évacués vers les hôpitaux de Semnan et Damghan, les deux grandes

villes les plus proches du lieu de l'accident. La ligne ferroviaire reliant Téhéran à Mashhad, qui passe par l'endroit de la collision, a été brièvement fermée.

Le président Hassan Rohani a exigé «une enquête immédiate» sur les raisons et les responsables éventuels de l'accident. «Toutes (...) les mesures préventives doivent être prises pour éviter qu'un tel accident ne se reproduise», a-t-il écrit dans une lettre à son premier vice-président, Eshaq Jahangiri. C'est sur la ligne Téhéran-Mashhad qu'en juin 2014, deux personnes étaient déjà mortes et une trentaine avaient été blessées dans la collision entre un train de marchandises et un train de passagers. En juillet dernier, une trentaine de personnes avaient été blessées lors d'une collision entre un train et un camion, près de la mer Caspienne, dans la province de Mazandaran (nord). C'était la quatrième collision en 2016 entre un train et un véhicule routier, mais les accidents impliquant deux trains sont en revanche moins fréquents.

Le 18 février 2004, 328 personnes avaient été tuées dans l'explosion d'un train transportant du soufre, de l'essence et des fertilisants dans le nord-est de l'Iran.



Festival national du théâtre professionnel

La pièce «Carte postale» ovationnée par le public du TNA

■ La pièce de théâtre «Carte postale», une comédie sociale confrontant le bonheur familial à la course vers la fortune, mise en scène par Kada Chelabi, a réussi à séduire le public venu en nombre vendredi soir au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Tna).

Par Adéla S.

Représentant le théâtre régional de Mascara à la compétition officielle du 11^e Festival national du théâtre professionnel (Fntp), propose une immersion dans la vie familiale d'un homme d'affaire aveuglé par sa récente position et sa nouvelle fortune jusqu'à en oublier le bonheur de sa fille unique. «Kaddour El Mercanti», admirablement campé par le comédien et metteur en scène Mohamed Frimehdi est présenté comme un «nouveau riche» à l'intellect très limité souhaitant sceller un partenariat commercial en obligeant sa fille à épouser le fils d'un des décideurs qui lui ouvrira de nouvelles opportunités. Pris dans le mirage de sa fulgurante ascension qui le mènera vers une conférence économique internationale, l'homme d'affaire ira jus-

qu'à changer de nom et déléguer l'éducation de sa fille à un couple d'employés de maison. Après avoir perdu sa mère, la jeune femme espère retrouver le père qui écrivait de poèmes d'amour à son épouse au dos des cartes postales, et obtiendra la place une usine de cartes postales ce qui poussera la fille à prendre son destin en main. Cette pièce est tirée du texte original «El Falaoudaj» de Mohamed Bourahla adapté par Fathi Kafi avec une grande dose d'humour et de satire qui a séduit un public très réactif qui a bien accueilli cette pièce. Pour sa part, le scénographe Hamza Djaballah a porté son choix sur un décor amovible de plateau de tournage ouvert suggérant souvent des espaces intérieurs de la maison, tout en introduisant quelques scènes de tournage en plus d'impliquer les comédiens eux-mêmes, tel que Brahim



Boumâaza ou Dalila Nouar, comme éléments de scénographie. Si le texte de cette pièce a été jugé «banal», plusieurs spectateurs et hommes de théâtre ont salué la conception de la troupe qui a réussi à «créer un réceptacle artistique à une histoire quelconque» et présenter un produit qui a conquis le public. Au-delà de l'histoire burlesque de cet homme d'affaire vivant dans un univers qu'il ne comprend pas, de petites histoires d'amour viennent également graviter autour de l'axe de la pièce. Inauguré mercredi, le 11e Fntp se poursuit jusqu'au 2 décembre prochain avec encore 12 spectacles en compétition programmés à la salle Mustapha-Kateb du Tna et trois autres pièces hors compétition prévues à la salle Echabab ex Casino.

A. S./APS

Cimetière de Cherchell

Le comédien Hamid Remas inhumé vendredi

Le comédien et metteur en scène algérien Hamid Remas décédé vendredi a été inhumé dans l'après-midi après la prière d'El Asr au cimetière de Cherchell, en présence du ministre de la culture Azeddine Mihoubi, des personnalités culturelles et des compagnons du défunt venus lui rendre un dernier hommage. Décédé à l'âge de 67 ans des suites d'une longue maladie, Hamid Remas né en 1949 à Oran, passionné d'art, s'inscrit dès son jeune âge

au conservatoire d'Oran et à l'Association artistique et culturelle «El masrah wa cinéma» et suit des cours de théâtre et de musique où il apprit à jouer à l'accordéon. Jeune athlète également, il rejoint le club de l'ASPTT d'Oran comme sprinteur du 100 et 200 m haies dans les catégories cadet, junior et senior. En 1967, il participe avec succès au concours d'entrée à l'Institut national d'art dramatique de Bordj El Kiffan à Alger (actuellement Institut supérieur des

métiers des arts du spectacle, ISMAS) où il se consacre à son métier de comédien et de metteur en scène. Membre fondateur d'une troupe théâtrale, créée en 1973 sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des sports, avec, entre autres, Fellag, Sonia, Mahcene Amar et Marir Djamel. Il animait en parallèle des émissions de radio sur la Chaîne 3 de la Radio algérienne. Hamid Remas intègre à partir de 1975, en qualité de comédien, le théâtre d'Annaba et de

Constantine (TRAC) sous la direction de Sid Ahmed Agoumi. Le défunt est engagé en 1976 comme animateur par la direction générale des affaires sociales et culturelles de Sonatrach où il fonde la troupe de théâtre pour adulte et enfants. Comédien en 1979 au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), il interprète plusieurs rôles dans différentes pièces dans les genres populaire et universel et met en scène plusieurs spectacles. Parmi les pièces de son

parcours artistique figurent «El bedla el Baida» de Ray Bradbury, «El biao» d'Alaoua Boudjadi, «Forja» ou «Besma» dont il a écrit le texte. A Paris, il est également distribué dans plusieurs pièces dont «Les Fusils de la mère Carrar» de Bertolt Brecht, «Chantiers navals» et «La pluie» de Rachid Boudjedra, sous la direction du metteur en scène Antoine Caubet. Au cinéma et à la télévision, le défunt a incarné plusieurs rôles notamment dans «Le Moulin de monsieur Fabre» et «Mustapha Ben Boulaïd» d'Ahmed Rachedi, «Hassan Taxi» de Slim Riad, «Ah ya Hassan» et «La voisine et Archipels de sable» de Ghouti Bendeddouche, «Rachida» de Yamina Bachir-Chouikh, «La dernière solution» de Rachid Bennallal, «Voyage à Alger» d'Abdelkrim Bahloul et «Parfums d'Alger» de Rachid Benhadj.

Racim C.

La boîte à bouquins de Forestier L'envers du paradis cubain

L'ombre de Frank Sinatra plane, la radio joue du reggaeton, une Lada soviétique passe dans la rue, une édition interdite de «L'insoutenable légèreté de l'être» circule de main en main, Fidel s'est éclipsé pour laisser la place à son frère Raul, et le papier toilette se vend au marché noir (il n'y en a pas dans les magasins). Nous sommes à La Havane.

Julia Cooke, l'auteur de «The Other Side

of Paradise», est amoureuse de Cuba, et y a vécu cinq ans, dans cette curieuse période de transition (dite «spéciale») entre les Castro Bros. Le socialisme n'est plus qu'un slogan creux, les lendemains chantent faux, le grand frère russe a coupé le cordon ombilical et la ville s'endort dans un étrange silence entrecoupé d'airs de salsa, en attendant quoi? Nul ne sait. C'est le règne de la pénu-

rie, de la patience, de l'assoupissement. Les Cubains font du «resolver». Ils se démerdent.

Voici Carlos, qui aide Julia à trouver un logement (c'est difficile). Voilà Nicolas, qui a été un athlète de haut niveau, et qui se souvient que des joueurs de baseball, des boxeurs, des judokas, des ballerines, ont fait défection en pays étranger. On croise Elaine, qui cohabite avec un homme gay, pour avoir un toit. Quant à Livan et Takeshi, des ados qui définissent comme «punk-anarchistes», ils se retrouvent dans des fêtes décidées au dernier moment...

Dans la rue, dans les couloirs, dans les jardins publics, l'atmosphère est chaleureuse, mais discrète: on échange des tuyaux, on se glisse des adresses, on se retrouve loin des oreilles des indics, on rêve d'aller ailleurs, et la vie continue comme elle peut. Comme le disent les Cubains:

Les grands succès de la Révolution sont: l'éducation, la santé, le sport. Les grands échecs: le petit déjeuner, le déjeuner, et le dîner.»

Disneyland marxiste

JULIA COOKE, en journaliste (pour «Traveller» et «The Atlantic», notamment) regarde, à l'épicerie les pâtes Barilla et les cookies brésiliens (c'est tout ce qu'il y a), apprend que les permanents du Parti communiste revendent leur quota d'essence, rencontrent des voyageurs qui proposent des pantalons Zara, et s'amusent de constater que la «nouvelle Havane est une cité d'habitudes, d'immédiateté et d'absurdité. Il y a des prostituées, mais pas de maquereaux. Il y a l'Hotel Habana, un palace construit par Meyer Lansky, le truant des fifties, mais il est abandonné. Il y a des adeptes de la santeria, la religion d'Afrique, mais ils sont discrets (la religion n'est plus prohibée depuis 1997, mais quand même). Figé dans le temps, traversé par des voitures américaines sublimes, noyé dans des vapeurs de rhum et de TokaCola (le Coca local), le pays est une sorte de Disneyland marxiste. Julia Cooke s'y sent bien, et elle nous fait partager cette nonchalance, avec ses amis cubains qui, tous, rêvent de partir. Certains y réussissent. D'autres, finalement, renoncent(...).

F. Forestier/L'Obs.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Opéra d'Alger (Ouled Fayet)

Du 30 novembre au 4 décembre :

Festival International de musique symphonique.

Salle Ibn Khaldoun Alger

Du 18 novembre jusqu'au 1^{er} décembre :

Projection du film «Inferno», l'adaptation de l'œuvre de Dan Brown («Da Vinci Code», «Anges et Démons»).

Coup-franc direct

Qui a raison ?

Par Mahfoud M.

Le patron du MC Alger, Omar Ghrib, qui vient de voir ses prérogatives diminuer comme une peau de chagrin, continue à se démêler comme un diable pour prouver que sa gestion est loin de tout soupçon et qu'il est donc l'homme de la situation pour le Doyen. Les hommes délégués par le propriétaire du club, la Sonatrach, pensent pourtant qu'il n'est pas absout de tout soupçon, et ce qui les inquiète le plus c'est le fait qu'il tente de forcer la main au conseil d'administration pour obtenir tous les fonds qu'il souhaite pour gérer comme il veut le club. Toutefois, voilà que cette situation ne marche pas avec la politique du bailleur de fonds qui ne donne pas d'argent à tout bout de champ, surtout avec la période d'austérité qui frappe la compagnie et le pays. Le temps de la vache lactière est terminée et ce concept ne semble pas arranger Ghrib qui souhaite continuer à dépenser et choyer ses joueurs même en l'absence de résultats et de jeu séduisant que tous les fans souhaitent voir. Qui a raison dans cette affaire ? Il est clair que le gestionnaire du MCA a tout faux. Il doit comprendre qu'on ne gère pas un club de cette manière en ne pensant qu'aux fonds à mettre au service des joueurs et en allant jusqu'à proposer de très grosses sommes d'argent comme primes de match alors que le niveau laisse vraiment à désirer. **M. M.**

Lyon

Ghezal jouera face au PSG

L'INTERNATIONAL algérien de l'Olympique Lyonnais, Rachid Ghezal, qui avait ressenti une nouvelle gêne à l'aine la semaine dernière, a réintégré le groupe lyonnais à deux jours du choc contre le Paris Saint Germain, a annoncé l'entraîneur Bruno Genesio vendredi.

Le milieu offensif algérien a repris les entraînements avec le reste du groupe jeudi en prévi-

sion du match contre le PSG, dimanche, pour le compte de la 14^e journée du championnat de France de Ligue 1. Ghezal, qui avait manqué les deux derniers matchs de son équipe dont celui de mardi dernier contre le Dinamo Zagreb en Ligue des champions (victoire 1-0), devrait effectuer son retour à la compétition à l'occasion de la réception des Parisiens.

Equipe nationale Ferhat heureux après la levée de sa suspension

LE MILIEU offensif du Havre AC (Ligue 2, France), Zineddine Ferhat, s'est dit «soulagé» après la levée en milieu de semaine de sa suspension à vie des sélections nationales par le président de la Fédération algérienne de football, Mohamed Raouraoua. «Je suis soulagé, même s'il est beaucoup trop tôt pour penser à la sélection», a déclaré l'ex-joueur de l'USM Alger sur le site «Normandie.fr».

Ferhat (23 ans) avait été suspendu six mois en équipe nationale, puis à vie, après avoir boudé le stage de la sélection algérienne des moins de 23 ans qui préparait les jeux olympiques de 2016 à Rio De Janeiro. A l'époque, il s'était déplacé en France pour s'engager avec Le Havre sans en informer les responsables du football algérien. «Si Ferhat nous avait mis au courant de son transfert au Havre on l'aurait aidé à trouver une solution pour participer aux jeux olympiques. Personnellement, j'ai appris son départ par le biais de la presse», a déclaré lundi Raouraoua au micro de la chaîne de télévision algérienne privée, El Heddaf TV, avant de préciser que si le sélectionneur national jugeait utile de faire appel au joueur, il ne s'y opposerait pas.

Du coup, seule la qualité de ses prestations en faveur du Havre AC pourra donc conforter les chances de Ferhat de renouer avec des sensations d'envergure internationale. Et cela commence par ce rendez-

vous dans le nord, à l'occasion du déplacement de Lens, vendredi soir pour le compte de la 16^e journée du championnat, un périple qui le fait déjà frissonner. «Je connais Lens, de nom, mais pas le stade, ni le public.

Mais on m'a dit que c'était une très très grosse ambiance, comme en Algérie.

Ça me plaît et j'ai vraiment hâte d'y être. Là-bas, il faudra jouer, les bousculer et aller chercher les points qu'on a perdus face à Amiens (0-0)», a-t-il dit. Ferhat compte 13 apparitions sous les couleurs du HAC pour sa première saison en Europe, mais il n'a marqué aucun but. Son club est troisième au classement avec 26 points.

Les deux co-leaders, Brest et Troyes, en compte 28 chacun, sachant que les trois premiers en fin de saison accèdent en Ligue 1. Avec la sélection algérienne première, il a joué un seul match, lorsqu'il avait été incorporé en deuxième mi-temps de la rencontre amicale contre la Slovaquie, le 5 mars 2014. A l'époque, les Verts étaient dirigés par l'entraîneur bosnien, Vahid Halilhodzic.

Le natif de Bordj Menaiel a contribué dans la deuxième place de la sélection algérienne des moins de 23 ans lors du championnat d'Afrique de cette catégorie en 2015 au Sénégal (il a marqué deux buts) et qui a permis aux Verts de se qualifier aux jeux olympiques de Rio après 36 ans d'absence.

La JSK est passée facilement



Par Mahfoud M.

Ainsi, il y a eu la qualification des principaux favoris, avec la JS Kabylie, l'ES Sétif, le CS Constantine, le CR Belouizdad, le CA Batna, la JS Saoura et l'ASO Chlef. La JS Kabylie n'a pas fait dans le détail contre le WAB Tissemsilt, qu'elle a atomisé (5-0) grâce notamment à un triplé de son attaquant vedette, Boulaouidet. En revanche, l'Entente de Sétif, le CS Constantine et le CR Bouizdad ont eu la tâche beaucoup moins facile, respectivement contre le SCM Oran, l'ASM Oran et AS Bordj Ghedir, face auxquels ils se sont difficilement qualifiés. L'Aigle noir sétifien a attendu la 52^e minute pour ouvrir le score, grâce à Bouchar, avant de doubler la mise cinq minutes plus tard, grâce à Amada, ayant transformé un penalty obtenu par Djabou (57'). Les Sanafir du CS Constantine ont souffert tout autant face à l'ASM Oran, commençant notamment par rater un penalty à la 51', par Bezzaz, avant de se ressaisir et de l'emporter finalement (2-1), grâce à un doublé de Belamiri, alors que

Masmoudi avait inscrit l'unique but asémiste. Tout aussi décevant en première mi-temps, le CR Belouizdad a attendu l'heure de jeu pour surclasser l'AS Bordj Ghedir, grâce à un penalty de Feham Bouazza (1-0). De son côté, la JS Azazga a commencé par mener (1-0) chez le CA Batna, grâce à Khennab, auteur d'un but contre son camp (55'), avant de sombrer en toute fin de match devant Babouche et Rebbouh, auteurs des deux buts batnéens, respectivement aux (73' sp) et 78'. L'IRB Aïn Lahdjer a vécu le même scénario chez l'US Chaouia, puisque, après avoir ouvert la marque par Bendjeddi (62'), il a été éliminé (2-1), en concédant deux buts de Daghmouche (67') et Saïghi sur penalty (76'). Comme la JSK, l'ASO Chlef a atomisé la JS Sidi Bouaziz (6-0) dans un match à sens unique. Pour sa part, le RCB Oued R'hiou n'a eu besoin que d'un seul but, signé Amine Gueussiouer à la 3^e minute de jeu pour sortir l'ES Bouakeul. Le Paradou AC s'est également qualifié au prochain tour de dame coupe, en battant l'ORB Oued Fodda (3-1), grâce notamment à un doublé de Benayed (44' et 56') au moment où Mansouri a inscrit le 3^e but des Algérois à la 48^e minute de jeu. NSR El Fedjoudj, dirigé par l'ancien attaquant international de la JS Kabylie, Farid Ghazi, s'est également qualifié aux 16^{es} de finale, en battant l'IRB Aïn Hadjar (1-0). Un but signé Messi, mais pas l'international argentin du FC Barcelone, mais Abdelatif, répondant également au nom de

Messi. Le choc RC Kouba - USM Bel-Abbès a tourné à l'avantage des gars de la Makkera, ayant ouvert le score juste avant la fin de la première mi-temps par Balegh (41'). Les Koubéens ont égalisé par Kedjour (58'), mais au moment où le match semblait s'acheminer vers les tirs au but, ce diable de Balegh a surgi une nouvelle fois, pour offrir la qualification à son équipe à 116^e minute. Six autres clubs ont dû passer par les prolongations pour se départager au moment où six autres ont carrément recouru à la séance de tirs au but. Il s'agit du CAM Skikda, de l'IS Tighenif et du FCB Freneda, ayant assuré leur qualification pendant les prolongations, respectivement (2-1) contre l'ES Guelma, (1-0) contre l'ES Ghozlane et (1-0) contre le HB Chelghoum Laïd. La JS Saoura s'est, quant à elle, qualifiée aux tirs au but (6-5) contre le NC Magra, tout comme le DRB Staouéli, qualifié (3-1) contre l'IRB El Kerma, et l'USM Blida, qualifiée (2-1) contre la JSM Béjaïa. Ces 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie ont débuté jeudi, avec le déroulement de trois rencontres, ayant permis à l'USM Alger et au MC Oran (Ligue 1) ainsi qu'au CA Bordj Bou Arréridj (Ligue 2) de passer en 16^{es} de finale. L'USMA et le MCO se sont imposés sur le même score de deux buts à zéro, respectivement contre le NT Souf et le MC El Eulma, au moment où le CA Bordj Bou Arréridj a sorti un adversaire de Ligue 1, à savoir le DRB Tadjanet (1-0). **M. M.**

Tennis /Tournoi de Hammamet (double) Ibbou sortie en demi-finales du double

L'ALGÉRIENNE Inès Ibbou et son équipière mauricienne Emmanuelle De Beer sont éliminées du tableau double d'un tournoi international «Open» à Hammamet (Tunisie), après leur défaite vendredi contre un tandem serbo-belge, composé de Tamara Curovic et Deborah Kerfs (6-3, 6-3). Un peu plus tôt dans la matinée, la championne d'Afrique 2015 a été éliminée en quarts de finale du tableau simple, après sa défaite contre la tête de série N°4, l'Italienne Camilla Scala (6-4, 6-4). Une déception pour l'Algérienne de 17 ans, qui espérait aller plus loin dans ce tournoi, doté d'un prize-money de 10 000 USD.

Basket-ball/Tournoi de qualification à la FIBA Africa Champions Cup Le GSP l'emporte face au Chabab Rif Al Hoceïma

LES BASKETTEURS algériens du GS Pétroliers se sont imposés face à leurs homologues marocains de Chabab Rif Al Hoceïma sur le score de 69 à 65, en match comptant pour la première journée du tournoi de qualification «Zone 1» de la FIBA Africa Champions Cup, disputé vendredi à Al Hoceïma. Pour la deuxième journée de compétition, prévue samedi, les Pétroliers champions d'Algérie en titre, seront opposés aux Tunisiens du Club Africain (17h00), avant d'affronter lors de la dernière journée, lundi (17h00), l'AS Salé (Maroc). Le tournoi de qualification de la Zone 1 enregistre la participation, outre du GSP, du Club Africain (Tunisie), de l'AS Salé et du Chabab Rif (Maroc).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran

Octroi de trois concessions pour la réalisation de fermes aquacoles

TROIS CONCESSIONS ont été récemment octroyées à des promoteurs pour la réalisation de fermes aquacoles au niveau de la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès du directeur local de la pêche et des ressources halieutiques, Mohamed Bengrina.

Les fermes aquacoles seront spécialisées dans l'élevage de la dorade et du loup de mer, a-t-il indiqué, ajoutant que les deux projets seront implantés dans la zone aquacole de la région de Kristel, relevant de la commune de Gdyl.

La wilaya d'Oran compte déjà trois projets similaires, à savoir une ferme d'élevage de moules à Kristel, une autre spécialisée dans l'élevage de moules et des huîtres à Arzew et une troisième d'élevage de la dorade et du loup de mer à Cap Falcon (Ain Turck).

Les trois fermes aquacoles, mises en production depuis deux années, ont déjà commencé à commercialiser leurs produits.

La ferme «Aquaparc», située dans la crique du village côtier de Cap Falcon, a récemment enregistré sa première production de dorades, après une année d'ensemencement des alevins, a rappelé M. Bengrina, soulignant qu'il s'agit de la première production de dorades dans la wilaya d'Oran, qui n'a pas d'expérience dans le domaine de l'aquaculture.

Un montant de 300 millions DA a été investi pour la réalisation de cette ferme, qui s'étend sur une superficie de 20 hectares. Elle doit assurer une production annuelle de 300 à 350 tonnes de poissons.

Plus de 1 080 000 alevins, importés d'Europe, ont été, par ailleurs, ensemencés dans quatre cages flottantes de la ferme «Aquaparc», à la fin du mois d'octobre dernier. La production est attendue pour le mois d'octobre de l'année 2017.

Racim S.

Environnement

Campagne de nettoyage de la route reliant Bouira à Tikjda

UNE VASTE opération de nettoyage des abords de la route nationale n°33, reliant la ville de Bouira à la station climatique de Tikjda, a été lancée, hier, pour dégager cette voie des déchets qui la jonchent des deux côtés, et ce, avec la participation de tous les services de la wilaya, a-t-on constaté. Il s'agit d'une campagne de rattrapage pour le nettoyage de cet axe routier menant vers Tikjda, dont les abords sont complètement défigurés par les ordures. Cette opération a été lancée sur une instruction du wali de Bouira, Mouloud Chérifi, qui a chargé les responsables du Parc national du Djurdjura (PND) de mettre en place des panneaux incitant à la protection de l'environnement pour sensibiliser les usagers de cette route sur la nécessité de préserver les potentialités naturelles que recèle cette région. Plus d'une dizaine de camions, des engins ainsi que des dizaines d'agents de nettoyage et autres volontaires sont mobilisés pour mener à bien cette campagne visant à embellir la voie menant vers le site touristique de Tikjda. «C'est inadmissible de voir toutes ces ordures sur une route nationale menant vers un site comme Tikjda, nous devons tous sévir contre ces mauvais comportements», a insisté M. Chérifi. Sur cet axe routier, l'insalubrité règne en maître mot en raison des tas d'ordures et débris accumulés sur les bas-côtés de la route. Cette

situation, qui ternit l'image de toute la région, est due essentiellement à l'incivisme de certains individus, notamment les vendeurs illicites et les consommateurs de boissons alcoolisées ainsi qu'au mauvais comportement de certains visiteurs, a expliqué un des responsables du PND lors de cette opération. Le jet sauvage de bouteilles se pratique sur tout le long de cette route allant jusqu'à Tizi n'Kouillal, à la frontière avec la wilaya de Tizi Ouzou. La forêt de la station de Tikjda n'est pas épargnée par l'incivisme qui porte préjudice à dame nature et qui défigure complètement les paysages naturels au niveau de ce site ainsi qu'à tout le Parc national du Djurdjura.

Ali H.

Tennis

Ibbou admise directement au tableau final d'un autre tournoi en Tunisie

L'ALGÉRIENNE Inès Ibbou est directement admise au tableau final d'un tournoi international du Circuit Pro-Féminin, prévu du 28 novembre au 4 décembre 2016 à Hammamet (Tunisie), ont annoncé les organisateurs hier. Il s'agit du 3^e tournoi consécutif pour la championne d'Afrique 2015, en moins d'un mois et dans cette même ville de Hammamet. Le premier tournoi s'était déroulé du 14 au 20 novembre et le second du 21 au 27 novembre, et l'un comme

l'autre ont été marqués par une élimination précoce de l'Algérienne, particulièrement dans le tableau simple.

En double, en revanche, Ibbou a atteint les demi-finales, où elle s'est inclinée vendredi contre un tandem serbo-belge, composé de Tamara Curovic et Deborah Kerfs (6-3, 6-3).

La sociétaire de l'Académie de valence (Espagne) espère réussir un meilleur parcours de ce 3^e tournoi à Hammamet.

R. S.

Fidel Castro s'en va à l'âge de 90 ans



Djalou@hotmail.com

Tlemcen

Arrestation de trois narcotrafiquants et saisie de 134 kg de kif traité

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, vendredi à Tlemcen, trois narcotrafiquants et saisi 134 kilogrammes de kif traité, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

« Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont saisi à Tlemcen, le 25 novembre 2016, 134 kilogrammes de kif traité et trois véhicules et arrêté trois narcotrafiquants. Tandis que des élé-

ments de la Gendarmerie nationale ont saisi à Béchar, Sétif et El-Taref, 214 comprimés psychotropes et 121 074 unités de produits pyrotechniques», précise le communiqué. A Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec ceux des Douanes, «ont arrêté huit contrebandiers et saisi 2 véhicules, 8

détecteurs de métaux, 2 marteaux piqueurs, 2 groupes électrogènes, des explosifs et des moyens de détonation», ajoute la même source.

D'autre part, des éléments des gardes-côtes d'Annaba/5^e RM, «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de 16 personnes à bord d'une embarcation de fabrication artisanale au nord-est de Ras El-Hamra». S. O./APS

Tizi Ouzou

Décès du moudjahid Ahmed Zmirli

LE MOUDJAHID Ahmed Zmirli s'est éteint, hier, à l'âge de 93 ans au CHU Nedir-Mohammed de Tizi Ouzou, après une semaine d'hospitalisation, a-t-on appris auprès de sa famille.

«Le défunt moudjahid ne souffrait d'aucune maladie chronique», selon sa fille Kahina, qui a précisé que son père a été admis au CHU pour dégradation de son état de santé à cause de

sa vieillesse le 19 novembre dernier et a rendu l'âme dans la matinée d'hier. Son enterrement aura lieu aujourd'hui dimanche au cimetière de M'douha, au chef-lieu de wilaya, tandis que la veillée funèbre se déroulera au domicile mortuaire à Tizi Ouzou, a-t-on appris de même source.

Ahmed Zmirli avait entamé son militantisme dans le mouvement national au sein de l'association des Scouts musulmans

algériens en 1938, avant de rejoindre le Parti du peuple algérien (PPA) puis le Front de libération national (FLN) après le déclenchement de la guerre de Libération nationale. Il a été arrêté en 1958 et emprisonné dans plusieurs maisons d'arrêt.

Après l'indépendance, il occupa plusieurs postes de responsabilité, notamment celui de wali de Tizi Ouzou, entre 1964 et 1966.

K. L.

Drogue à Béjaïa

Un individu arrêté à El-Kseur

ENCORE UN trafiquant de drogue (cannabis) arrêté par la police judiciaire de la sûreté extérieure de Berchiche, dans la daïra d'El-Kseur. L'individu a été contrôlé au niveau d'un barrage routier fixé aux quatre chemins, en face du marché hebdomadaire de la commune. «L'individu était à bord d'un véhicule, il avait en sa possession un morceau de drogue, une arme blanche, un couteau retrouvé dans sa poche lors de la fouille au corps et une somme d'argent représentant les revenus des activités illégales ainsi qu'un téléphone mobile», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le mis en cause a nié les faits qui lui sont reprochés, expliquant aux enquêteurs qu'il ne consomme pas de drogue et le morceau retrouvé dans sa voiture ne lui appartenait pas. Répondant aux initiales de O.A. et âgé de 37 ans, il est natif de la ville d'El-Kseur. Inculpé pour commercialisation de drogue, port d'arme blanche, etc., il a été présenté devant le parquet d'Amizour qui l'a «placé sous mandat de dépôt», ajoute la même source. H.C.